

Table des matières

Préambule	1
1. Les conditions de recours au personnel intérimaire	1
1.1. Disposer d'un motif valable de recours à du personnel temporaire	1
1.1.1. Principe	1
1.1.2. Premier cas de recours : le remplacement	3
1.1.3. Deuxième cas de recours : l'accroissement temporaire d'activité	6
1.1.4. Autres cas de recours	9
1.1.5. Limites et exclusions du recours à l'intérim	11
1.2. Savoir contrôler la rédaction des contrats de mise à disposition et de mission ...	13
1.2.1. Le « contrat de mission »	14
1.2.2. Le « contrat de mise à disposition »	15
1.3. Vérifier les conditions de durée et de renouvellement	20
1.3.1. Durée initiale	20
1.3.2. Possibilité d'aménager le terme	21
1.3.3. Possibilité de renouvellement	22
1.4. Les conditions d'une rupture anticipée du contrat de mission	23
1.4.1. À l'initiative de l'entreprise de travail temporaire	23
1.4.2. À l'initiative du travailleur temporaire	23
1.5. La problématique de la succession de contrats	24
2. Les risques d'une utilisation de personnel intérimaire dans des conditions non conformes	27
2.1. Contrôle sur les modalités de recours au travailleur temporaire	27
2.2. Procédure d'alerte de l'inspection du travail par le comité d'entreprise	28
2.3. Le risque d'action judiciaire	29
2.3.1. Action initiée par une organisation syndicale représentative ou par l'intéressé	29
2.3.2. Sanctions pénales encourues par l'entreprise utilisatrice	29
2.3.3. Sanctions civiles encourues par l'entreprise utilisatrice	32